



Le 18, on bouge !!!

La CGT condamne cette Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) et le Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale (PLFSS) dont la seule finalité est la financiarisation de la santé et le démantèlement de notre sécurité sociale. Pour construire le rapport de force aussi bien nationalement que localement, la CGT sera toujours au côté des salariés et des assurés sociaux dans les luttes à mener.

La sécurité sociale notre bien commun, une idée toujours neuve et efficace !

Notre système actuel de protection sociale est inspiré par le Conseil National de la Résistance , il est fondé sur les principes de solidarité, d'universalité, de démocratie et son financement est assis sur les richesses créées par le travail.

Notre système de protection sociale est donc notre richesse, elle est facteur de développement et de croissance.

Notre système de sécurité sociale permet de réduire les inégalités et de soutenir les plus fragiles. Soit par le versement de prestations soit par l'accompagnement des publics fragilisés (travailleurs sociaux) soit par l'accompagnement des politiques et des élu-es locaux dans le développement des services à la population (enfance jeunesse, soutien financier des structures associatives, de garde d'enfants etc)

Aujourd'hui la sécu est en danger :

- Dans son financement : suppression des cotisations sociales et patronales : le gouvernement vous fait croire que vous gagnez en salaire mais vous perdez : des emplois, du service public, de la protection sociale et vous aurez dans quelques temps à payer de votre poche ces protections auprès d'organismes privés (assurantiels, bancaires).

- Dans le maintien de ses emplois et donc du service aux assuré-es et allocataires : fermetures de nos équipements de proximité avec du personnel Caf pour faire ouvrir aux élus locaux des maisons de service "au" public qui récupère une partie de nos missions , mais à quel prix pour nous et les usagers ? (perte des compétences spécifiques à la CAF, CPAM, pôle emploi, CARSAT) C'est le guichet unique qui s'installe.

Les élus CGT tiennent aussi à vous alerter sur l'impact du numérique : les partenaires et les allocataires "co-producteurs" de leur dossier. Les objectifs formulés dans la COG parlent à maintes reprises de "gains de productivité".... ! Et le sens de nos métiers alors ?

Revenons à l'origine : le projet de mettre les besoins humains au coeur de notre système ...et donc des hommes et femmes pour faire ces missions !

Les conséquences pour le personnel de nos caisses :

Le manque d'effectifs va détériorer les conditions de travail (charge de travail en augmentation...). Le taux de remplacement revu à la baisse aura des conséquences sur la multiplication des réorganisations et des mutualisations avec de fortes contraintes de mobilité. Avec les ordonnances Macron et le contexte de réduction des effectifs, les Directeurs des caisses auront toute latitude pour négocier des accords locaux sur les mobilités, qu'elles soient géographiques ou fonctionnelles. En effet, l'accord sur l'évolution des réseaux n'est plus forcément le socle de base du fait de l'inversion de la hiérarchie des normes.

Les réductions budgétaires vont durcir les politiques RH (Ressources Humaines), accentuant les licenciements (actuellement à la CPAM notamment : hausse des procédures disciplinaires pour insuffisance professionnelle) qui grâce à la politique Macron deviendront, sans doute, des ruptures conventionnelles.

Beaucoup de situations dépendront aussi des accords locaux, qui ne pourront être favorables aux salariés et être à minima à la hauteur de notre Convention Collective Nationale que si les organisations syndicales n'acceptent pas de compromissions.

Allocataires - Assuré-es - Salarié-es

**Aujourd'hui c'est tous
ensemble qu'il faut lutter :**

Grand mouvement de grève dans tous les organismes
de Sécurité Sociale le

mardi 18 décembre 2018

**Assemblée générale et
apéro convivial**

A Grenoble : Sur le rez de parvis de la CPAM à 10h20

A Vienne : 10h20 en salle Festival

**Votre présence est décisive : c'est à ce moment là que nous
déciderons ensemble de la poursuite du mouvement de grève**

